

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BSG France S.A.

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital social de 37.025.470 euros

Siège Social : 2, 4 et 6 boulevard Franck Kupka – 92800 Puteaux
952 827 160 R.C.S. Nanterre**I. — Bilan.**

(En milliers d'Euros.)

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2024
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux	
Effets publics et valeurs assimilées	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	30 744
A vue	30 744
A terme	
Opérations avec la clientèle (note 2)	8 061
Créances commerciales	8 061
Autres concours à la clientèle	
Comptes ordinaires débiteurs	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Actions et autres titres à revenu variable	
Participations et autres titres détenus à long terme	
Parts dans les entreprises liées	
Immobilisations incorporelles (note 3)	4 140
Immobilisations corporelles	
Capital souscrit non versé	
Actions propres	
Comptes de négociation et de règlement	
Autres actifs (note 4)	2 601
Comptes de régularisation (note 4)	15 318
Total	60 864

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2024
Banques centrales, Comptes courants postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
A vue	
A terme	
Opérations avec la clientèle (note 5)	
Comptes d'épargne à régime spécial (note 5)	
A vue	
A terme	
Autres dettes	
A vue	
A terme	
Dettes représentées par un titre	
Bons de caisse	
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	
Emprunts obligataires	
Autres dettes représentées par un titre	
Autres passifs (note 6)	13 842
Comptes de régularisation (note 6)	12 185
Provisions (note 7)	3 117
Comptes de négociation et de règlement	
Dettes subordonnées	
Fonds pour risques bancaires généraux	
Capitaux propres hors FRBG (note 8)	31 720
Capital	37 025
Primes d'émission	
Réserves	
Ecart de réévaluation	
Provisions réglementées	
Subventions	
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice	-5 305
Total	60 864
Résultat de l'exercice en centimes :	-5 305 356.92
Total du bilan en centimes :	60 864 085.56
<i>(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)</i>	

Hors bilan (En milliers d'Euros)	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES	
Engagements de financement	
Engagements en faveur d'établissement de crédit	
Engagements en faveur de la clientèle	
Engagements de garantie	
Engagements en faveur d'établissement de crédit	
Engagements en faveur de la clientèle	
Engagements sur titres	
Titres à livrer	
Autres engagements donnés	
ENGAGEMENTS RECUS	
Engagements de financement	
Engagements reçus d'établissement de crédit	
Engagements reçus de la clientèle	
Engagements de garantie	
Engagements reçus d'établissement de crédit	
Engagements reçus de la clientèle	
Engagements sur titres	
Titres à recevoir	
Autres engagements reçus	
AUTRES ENGAGEMENTS	31/12/2024
Opérations en devises	
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	
Engagements sur instruments financiers à terme	
Autres engagements	
Engagements donnés	
Engagements reçus	
Engagements douteux	
(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)	

II. — Compte de résultat.

Compte de résultat (En milliers d'Euros)	31/12/2024
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	
+ Intérêts et produits assimilés (note 9)	2
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	
+ Autres intérêts et produits assimilés	
- Intérêts et charges assimilées (note 9)	-2
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-2
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	
- Autres intérêts et charges assimilées	
+ Revenus des titres à revenu variable	
+ Commissions (produits) (note 10)	38 109
- Commissions (charges) (note 10)	-6 017
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	3
- Opérations sur titres de transaction	
- Opérations de change	3
- Opérations sur instruments financiers	
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	
- Plus ou moins value	
- Dotations aux provisions et reprises	
+ Autres produits d'exploitation bancaire	210
- Opérations faites en commun	
+ Autres produits d'exploitation bancaire	210
- Autres produits non bancaires	
- Autres charges d'exploitation bancaire	-590
- Opérations faites en commun	
- Autres charges d'exploitation bancaires	-590
PRODUIT NET BANCAIRE	31 716
- Charges générales d'exploitation (note 11)	-37 015
- Frais de personnel	-25 778
- Autres frais administratifs	-11 237
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-5 299
- Coût du risque	
- Coût du risque sur établissement de crédit	
- Coût du risque sur la clientèle	
- Coût du risque sur portefeuille titres	
- Autres opérations	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-5 299
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	
- Immobilisations financières	
- Immobilisations incorporelles	
- Immobilisations corporelles	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-5 299
+ / - Résultat exceptionnel	
- Impôt sur les bénéfices (note 12)	-7
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-5 305
<i>(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)</i>	

III. — Annexe

Note 1 - Regles et methodes comptables

Les comptes sociaux de la société BSG France et de ses succursales : BSG France S.A. Deutsche Niederlassung (Allemande), BSG France S.A. (Italia), BSG France S.A. Dutch Branch (Hollande), BSG France S.A. Sucursal en Espana (Espagne) et BSG France S.A. Swedish Filial (Suède) sont établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de methode comptable et comparabilite des comptes

- Non applicable, société créée au 1er avril 2024.

Changement d'estimation

Non applicable, société créée au 1er avril 2024.

- Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Creances sur les etablissements de credit et assimiles et creances sur la clientele

- Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.
- Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable. Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas.

— **Creances douteuses** : Par application du règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

— **Portefeuille titres** : Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

La Société n'a acquis aucune participation au cours de l'exercice écoulé, n'a procédé à aucune prise de contrôle au cours de l'exercice écoulé et n'a cédé aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

— **Immobilisations** : Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

<u>Nature immobilisation</u>	<u>Mode</u>	<u>Durée d'utilisation</u>
Fonds de commerce	n/a	33 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

— **Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et dettes envers la clientèle** : Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— **Impôts différés** : La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales. Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

— **Provisions** : Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

— **Opérations en devises** : Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises. A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

— **Gains et pertes sur actifs immobilisés** : Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat dans les rubriques Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation.

— **Frais de personnel - avantages du personnel** :

Principes comptables :

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

La charge représentative des avantages à court terme acquis par les membres du personnel est enregistrée en Frais de personnel lorsque ces derniers ont rendu les services rémunérés par ces avantages.

Les principes comptables applicables aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme sont présentés dans la Note 11 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION.

— **Charge fiscale** : La Société BSG France n'est pas intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25.83 % et de 0% pour les plus-values à long terme sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges de 1.66%. Les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une Contribution Sociale sur les bénéfices des sociétés de 3.3%.

— **Transactions entre les parties liées** : Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, la société BSG France ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- Les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- Les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

— **Divers** : Certains rapports innovants produits par l'équipe Recherche sont éligibles au Crédit Impôt Recherche. Il s'agit principalement de rapports en lien avec la problématique ESG

La Société a commencé à opérer ses activités dans le cadre de la Libre Prestation de Services, les succursales ne fournissant pas de services financiers principaux régulés et l'ensemble des opérations et relations contractuelles avec des clients étant au nom du siège Français de BSQG France SA.

Pour autant, pour donner suite à des recommandations émises par les différents experts pendant la phase projet, il a été jugé préférable de solliciter l'ACPR pour un dossier de passporting des succursales. Un dossier par succursale a été déposé le 2/10/2024 auprès de l'ACPR.

Le 31/01/2025 l'ACPR est cependant revenu avec le questionnaire suivant : « nous comprenons que les succursales ne réaliseront pas elles-mêmes le service de réception-transmission d'ordre mais uniquement sa promotion. Ainsi, elles ne fourniraient effectivement que le service de recherche en investissement. Ce schéma où une succursale ne fournit qu'un service connexe ne peut pas être admis ». Le sujet est en cours d'examen, sachant que le cadre actuel reste valide.

— **Faits marquants de l'exercice** : BSG France SA a obtenu son agrément le 1/04/2024 et commencé son activité à la même date.

L'année 2024 est un exercice partiel avec 9 mois d'activité commerciale caractérisée par le démarrage progressif de l'activité commerciale.

Les activités d'exécution ont ainsi été marquées par une hausse forte à partir de juin 2024, les Clients ayant terminé leurs propres travaux de transfert d'activité vers BSG France SA avec un peu de délai par rapport à la date de démarrage de la Société :

Les activités de recherche ont été marquées par un décalage dans l'alignement contractuel :

- Les clients domiciliés dans l'EEE ayant historiquement une relation de recherche avec Société Générale SA ont été assignés au 1er avril 2024 vers BSG France,
- Les clients domiciliés dans l'EEE ayant historiquement un contrat de recherche avec Bernstein Autonomous LLP ont été redocumentés à partir du quatrième trimestre 2024 et du premier trimestre 2025 pour aligner les travaux juridiques avec le cycle habituellement observé avec les clients en matière de revue annuelle de contrats. A ce titre une hausse significative des revenus est attendue en 2025 suite à ces travaux.

— **Evenements posterieurs a la cloture** :

Mise à jour de la liste des succursales – Avant le démarrage de l'activité commerciale de la société au 1er avril 2024 la création d'une succursale en Pologne avait été envisagée et certaines démarches administratives initiées. In fine, cette initiative a été abandonnée. Le département juridique de la société a, en 2025, pris des actions pour s'assurer de la bonne mise à jour de différents registres en ce sens : ainsi, un Conseil d'Administration du 6/01/2025 a statué sur la fermeture de la succursale Polonaise et les procédures locales sont en cours de finalisation.

Libre Prestation de Services et Passporting – La Société a commencé à opérer ses activités dans le cadre de la Libre Prestation de Services, les succursales ne fournissant pas de services financiers principaux régulés et l'ensemble des opérations et relations contractuelles avec des clients étant au nom du siège Français de BSG France SA.
Pour autant, suite à des recommandations émises par les différents experts pendant la phase projet, il a été jugé préférable de solliciter l'ACPR pour un dossier de passporting des succursales. Un dossier par succursale a été déposé le 2/10/2024 auprès de l'ACPR.

Le 31/01/2025 l'ACPR est cependant revenu avec le questionnaire suivant : « nous comprenons que les succursales ne réaliseront pas elles-mêmes le service de réception-transmission d'ordre mais uniquement sa promotion. Ainsi, elles ne fourniraient effectivement que le service de recherche en investissement. Ce schéma où une succursale ne fournit qu'un service connexe ne peut pas être admis ». Le sujet est en cours d'examen, sachant que le cadre actuel reste valide.

IV. — Informations sur le bilan et le compte de résultat.

Opérations avec la Clientele

Note 2. Operations avec la clientèle

(En milliers d'Euros)		31/12/2024
Créances commerciales		8 061
Autres concours à la clientèle		
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut		8 061
Dépréciations		
Total net		8 061
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total		8 061

Immobilisations Corporelles Et Incorporelles

Note 3

1 - Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2024	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles		4 140			4 140		4 140
Fond de commerce		4 140			4 140		4 140
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total		4 140			4 140		4 140

Amortissement Des Immobilisations Corporelles Et Incorporelles

2 - amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total					

Ventilation Des Dotations

3 - Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2024
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Autres Actifs Et Comptes De Regularisation

Note 4

1 - Autres actifs et comptes de regularisation :

(En milliers d'Euros)		31/12/2024
Autres actifs :	Sous-total	2 601
Compte courant SG impôt groupe		
Dépôts de garantie versés		
Débiteurs divers		2 601
Comptes de régularisation :	Sous-total	15 318
Charges comptabilisées d'avance		8
Charges comptabilisées d'avance		8
Produits à recevoir		15 252
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Opérations avec la clientèle		15 252
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Comptes de négociation et règlement		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés (*)		58
Autres comptes de régularisation		
	Total brut	17 919
Dépréciations	Total net	17 919

2 - Repartition des depots de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2024
Dépôts de garantie versés			

Operations Avec La Clientele

Note 5 – Operations avec la clientele

(En milliers d'Euros)	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial :	
A vue	
A terme	
Autres dettes envers la clientèle à vue :	
Sociétés et entrepreneurs individuels	
Particuliers	
Clientèle financière	
Autres	
Autres dettes envers la clientèle à terme :	
Sociétés et entrepreneurs individuels	
Particuliers	
Clientèle financière	
Autres	
Dettes rattachées	
Total dettes envers la clientèle	
Valeurs données en pension à la clientèle	
Titres donnés en pension à la clientèle	
Total	

1 - Autres Passifs Et Comptes De Regularisation**Note 6 – Autres passifs et comptes de regularisation**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024
Opérations sur titres	
Dettes et titres empruntés	
Autres dettes de titres	
Instruments conditionnels vendus	
Autres passifs	13 842
Compte courant SG impôt groupe	
Versement restant à effectuer sur titres	
Dépôts de garantie reçus	
Créditeurs divers	13 842
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts	
Comptes de régularisation	12 185
Charges à payer	12 184
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Opérations avec la clientèle	
Dettes représentées par un titre	
Comptes de régularisation	36
Comptes de négociation et règlement	
Autres passifs	12 148
Dettes subordonnées	
Impôts différés (*)	1
Produits constatés d'avance	
Autres produits constatés d'avance	
Autres comptes de régularisation	
Total	26 027

2 - Repartition des depots de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2024
Dépôts de garantie reçus			

Provisions Et Depreciations**Note 7. – Provisions et depreciations**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Provisions		3 117				3 117
Provisions		3 117				3 117
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges		3 117				3 117
- Provision pour indemnités de départ en retraite		2 489				2 489
- Provision pour la médaille du travail		133				133
- Provision bonus long terme		495				495
Provisions règlementées						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Depreciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						

Evolution Des Capitaux Propres Hors Frbg**Note 8****1 - Evolution des capitaux propres hors frbg**

(En milliers d'Euros)	
Affectation du résultat de l'exercice précédent	
Origine :	-5 305
Report à nouveau antérieur	
Résultat de la période	-5 305
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation :	-5 305
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	-5 305

2 - Capital social

Le capital social est composé de 37 025 470 actions de 37 025 470 € de nominal, entièrement libérées

3 - Ventilation des reserve

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	

Variation Des Capitaux Propres Hors Frbg**Note 8 (suite)****4 - Variation des capitaux propres hors frbg**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Capital				37 025
Primes d'émission				
Réserves				
Ecart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subventions				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice				-5 305
Distribution				
Total				31 720

Produits Et Charges D'interets

Note 9

1 - Produits et charges d'interets

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2024
Sur opérations avec les établissements de crédit :	2	2	
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les éta de crédit			
Titres et valeurs reçus en pension	2	2	
Autres			
Sur opérations avec la clientèle :			
Créances commerciales			
Autres concours à la clientèle			
Comptes ordinaires débiteurs			
Titres et valeurs reçus en pension			
Autres			
Sur obligations et autres titres à revenu fixe			
Sur dettes subordonnées			
Autres intérêts et produits ou charges assimilés			
Total	2	2	

2 - Revenus des titres a revenu variable

(En milliers d'Euros)	2024
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable	
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	
Part dans les entreprises liées	
Autres	
Total	

Produit Net Des Commissions

Note 10. – Produit net des commissions

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2024
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle	6 017	31 134	25 117
Opérations sur titres			
Opérations de change et sur instruments financiers			
Engagement de financement et de garantie			
Prestations de services et autres		6 975	6 975
Total	6 017	38 109	32 092

Charges Generales D'exploitation

Note 11**1 - Charges generales d'exploitation**

(En milliers d'Euros)		31/12/2024
Frais de personnel		-25 778
Salaires et traitements		-22 595
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		-5 244
Autres		-31
Indemnité de départ en retraite		2 092
Autres frais administratifs		-11 237
Impôts et taxes		-85
Services extérieurs		-6 893
Autres		-4 259
Total		-37 015

Effectif Moyen**Note 11 (suite)****2 - Effectif moyen**

	2024		
	France	Etranger	
Cadres	78	10	88
Non cadres			
Total	78	10	88

3 - Remuneration des dirigeants

Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction

Impots Sur Les Benefices**Note 12****1 - Impots sur les bénéfices**

(En milliers d'Euros)	2024	
Charge fiscale courante	64	
Charge fiscale différée	-57	
Total	7	

2 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(En milliers d'Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal						
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable	-5 299		64		64	-5 363
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	-5 299		64		64	-5 363
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (i + ii)	-5 299		64		64	-5 363
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						
V. Résultat courant avant impot (iii + iv)	-5 299		64		64	-5 363
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nette aux provisions reglementees						
Impot courant			64		64	
Impot differe			-57		-57	57
Credit d'impot comptabilise						
Contributions						
AUTRES (à préciser)						
Résultat net	-5 299		7		7	-5 305
(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance						

Situation fiscale différée

Note 12 (suite)

3 - Situation fiscale différée

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2024	Passif 2024	Stock au 31/12/2024
Detail des differences temporaires					
Allègement futur d'impôt	182.82	31.93%	58		
Accroissement futur d'impôt	3	31.93%		1	
Total			58	1	57

V. — Engagements financiers et autres informations

Emplois Et Ressources Ventiles Selon La Duree Restant A Courir

Note 13. – Emplois et ressources ventiles selon la duree restant à courir

Durée restant à courir au 31 décembre 2024					
(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	30 744				30 744
Opérations avec la clientèle	8 061				8 061
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés					
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre					

Identite De La Societe Consolidante

Note 14. – Identite de la societe consolidante

Les comptes annuels de la SA BSG France sont inclus selon a méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Honoraires Des Commissaires Aux Comptes

Note 15. – Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre (nos) commissaire(s) aux comptes, au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à :		
Pricewaterhousecoopers Audit	:	100 000.00 €

VI. — Proce-verbal de l'assemblee generale ordinaire du 2 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, les deux juins, à quatorze heures, les Actionnaires de la Société se sont réunis en Assemblée générale ordinaire, au siège social, sur convocation du Conseil d'administration (le « **Conseil d'administration** ») faite conformément à la loi et aux statuts.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Sogéparts et **Sanford C. Bernstein Holdings Ltd**, actionnaires présents, représentant le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont désignés comme scrutateurs.

PwC, Commissaire(s) aux comptes régulièrement convoqué(s), représenté par M. Ridha Ben Chamek.

Monsieur Yann Gamier préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration (le « **Président** »).

Enfin, Monsieur Alexandre Hebting assure le secrétariat de la séance.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- La feuille de présence à l'Assemblée à laquelle sont annexés, le cas échéant, les pouvoirs des Actionnaires représentés et les bulletins de vote par correspondance,
- La copie de la lettre de convocation des Actionnaires,
- Les rapports du Conseil d'administration,
- Les rapports du(es) Commissaire(s) aux comptes,
- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée,
- Les statuts de la Société.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux Actionnaires, ont été tenus à leur disposition, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée et que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les Actionnaires présents ou représentés possèdent :

- Pour la formation ordinaire : plus d'un cinquième des actions ayant droit de vote

Les conditions de quorum nécessaires à l'adoption de chacune des résolutions figurant à l'ordre du jour étant réunies, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut en conséquence valablement délibérer.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Formation ordinaire :

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport du(es) Commissaire(s) aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et quitus aux Administrateurs,
3. Affectation du résultat de l'exercice,
4. Approbation des charges et dépenses visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts,
5. Rapport spécial du(es) Commissaire(s) aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L 225-38 du code de commerce,
6. Fixation de la rémunération des Administrateurs,
7. Pouvoirs pour les formalités.

Le Président présente à l'Assemblée les rapports du Conseil d'administration ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour.

Formation ordinaire :

Première résolution. (*Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et quitus aux administrateurs*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du rapport du(es) Commissaire(s) aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée générale donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

Deuxième résolution. (*Affectation du résultat de l'exercice*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du rapport du(es) Commissaire(s) aux comptes sur les comptes annuels,

- décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice de - 5 305 356,92 euros au compte de report à nouveau qui serait ainsi porté à un montant négatif de - 5 305 356,92 euros.

Résultat net de l'exercice	- 5 305 356,92 eur
Affectation à la réserve légale	0 EUR
Report à nouveau antérieur	0 EUR
Soit un bénéfice distribuable de	0 EUR
Affectation:	
A la réserve libre (ou aux autres réserves)	0 EUR
Versement de dividende[1] :	0 EUR
Au report à nouveau	- 5 305 356,92 EUR
[1] Le dividende attribué aux Actionnaire, personnes morales, n'était pas éligible à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts	

- rappelle, que s'agissant du premier exercice social, il n'y a jamais eu lieu à distribution de dividendes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

Troisième résolution. (Approbation des charges et dépenses visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire et conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, prend acte :

- de ce que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge 80 220,54 euros de dépenses non déductibles du résultat fiscal au regard du 4^{ème} de l'article 39 du même Code.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

Quatrième résolution. (Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L 225-38 et L 225-40-1 du Code de commerce). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles L 225-38 et L 225-40-1 du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport :

constatant la conclusion d'une/de convention(s) réglementée(s) de la nature de celles visées à l'article L 225-38 du Code de commerce au cours de l'exercice écoulé à savoir une lettre de mandat correspondant à la nomination du Directeur Général de la Société, et l'absence de convention de la nature de celles visées par l'article L 225-40-1 du Code de commerce

- décidé d'en prendre acte purement et simplement,
- précise que le(s) Commissaire(s) aux comptes en a/ont été régulièrement informé(s).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

Cinquième résolution. (Pouvoirs pour les formalités). L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, donne tous pouvoirs à la société MEDIALEX PARIS sise 4 place du 8 mai 1945, 92532 LEVALLOIS-PERRET, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de dépôt, de publicité ou autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

* *
*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le/la Président(e) déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux articles 1366, 1367 et 1375 alinéa 4 du Code civil, les signataires conviennent de signer électroniquement, conformément aux dispositions du règlement n°910/2014/UE sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit règlement « eIDAS », le présent procès-verbal par le biais du service DocuSign (www.docusign.com). En conséquence, les signataires s'accordent pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent procès-verbal par le service service DocuSign (www.docusign.com).

Le Président
Yann Garnier

Le Secrétaire
Alexandre Hebtin

La Scrutatrice
Sogeparts
Représentée par Christina Nicolaïdes

Le Scrutateur
SCB Holding Ltd
Représentée par Stéphane Loiseau

VII. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale **BSG FRANCE S.A.**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BSG FRANCE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation du fonds de commerce. Dans le cadre de notre appréciation de cette estimation, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination de sa valeur d'utilité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 19 mai 2025

Le commissaire aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek